

Dominique Vidal : « Le "choc des civilisations", une idée fausse qui prend corps »

Les attentats de novembre ont confirmé que la France se trouvait au point névralgique de rencontre entre les crises au Proche et Moyen-Orient et sa propre crise sociale.

Spécialiste du Proche-Orient et des banlieues françaises, Dominique Vidal est journaliste et essayiste. Il dirige avec Bertrand Badie l'annuel *L'État du monde* (La Découverte). Cette interview est extraite du [numéro d'hiver de *Regards*](#) actuellement en kiosques.

Regards. Est-ce que la France est particulièrement visée par l'Organisation de l'État islamique, et pourquoi ?

Dominique Vidal. Personne ne connaît vraiment le degré de centralisation dont bénéficient les actions terroristes revendiquées par Daesh. En revanche, on peut très bien voir la logique du choix de la France. Les raisons sont multiples et s'entremêlent. Sur la longue durée, France s'est alignée sur la politique américaine – celle de George W. Bush ! – et israélienne. La France de Jacques Chirac n'est pas intervenue en Irak en 2003. Mais celle de Nicolas Sarkozy a réintégré l'Otan et est intervenue en Libye, qu'elle a littéralement détruite. Quant à Hollande, il a conduit un quinquennat extrêmement guerrier : Mali, République Centrafricaine, Irak et maintenant Syrie. À ce "néoconservatisme à la française" s'ajoute le legs de l'histoire coloniale, qui constitue la toile de fond de la fracture qui s'aggrave entre la société française et une partie de sa jeunesse. Si une partie non négligeable des enfants de l'immigration trouve désormais sa place dans la société française, la majorité se sent ghettoisée et discriminée : un réservoir considérable. Dernier élément, la radicalisation à droite de la classe politique, susceptible d'accompagner des réflexes de riposte aux attentats qui fassent le jeu de Daesh. Il n'y a pas d'exemple, ailleurs en Europe, d'une telle montée de violences gratuites contre les musulmans. Le développement de ce "communautarisme blanc", incarné notamment par le FN, nous rend vulnérables. Enfin, la France peut d'autant plus devenir le maillon faible de l'Occident qu'il y a une proximité et une continuité géographique.

« En novembre, alors que les attentats ont visé tout le monde de façon indifférenciée, le pouvoir joue la guerre de civilisations »

La France était perçue comme un pays ami du monde arabe. Diriez-vous que ce n'est plus le cas ?

Il suffit de s'y rendre pour le constater. Longtemps, se déclarer français dans un pays du Proche-Orient suscitait des réactions extrêmement chaleureuses : on était comme le représentant du général de Gaulle qui, pour la première fois, avait mis fin au réflexe pavlovien qui voyait jusque-là Paris défendre inconditionnellement Israël. Plus récemment, vos interlocuteurs évoquaient inmanquablement Jacques Chirac et son coup de colère à Jérusalem. Depuis Nicolas Sarkozy, c'est fini. Sans parler de François Hollande et de son « *chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants* » – un amour dont on a vu les conséquences lors de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, à l'été 2014.

Que pensez-vous de la poussée des idées de "guerre des civilisations" ou de "guerre de civilisations" pour reprendre les mots de Manuel Valls ?

Au début des années 2000, lors de notre tournée dans les banlieues françaises avec Leïla Shahid, alors représentante de la Palestine en France, et Michel Warschawski, nous disions que le clash des civilisations ne permet absolument pas d'expliquer le chaos du monde. Mais que si, pour les musulmans, l'Occident s'identifiait aux sévices commis par les militaires américains dans la prison de Bagdad, Abou Ghraib, et si, pour les Occidentaux, l'islam s'incarnait dans les attentats du 11 septembre à New York et Washington... alors cette idée fautive prendrait corps. Quand des hommes politiques français rêvent d'un Guantanamo à la française, où seraient détenus sans jugement des milliers de citoyens "susceptibles de se radicaliser", on voit se constituer un stock de carburant inflammable.

Les réactions du gouvernement au lendemain des attentats vont aussi dans ce sens ?

Après ceux de janvier qui ciblaient des « *journalistes blasphémateurs* », des juifs consommateurs et des flics apostats, le discours dominant fut celui du rassemblement. En novembre, alors même que les attentats ont visé tout le monde de façon indifférenciée, le pouvoir joue la guerre de civilisations. Or, il y a bien eu des victimes arabes ou musulmanes parmi les tués et blessés du 13 novembre, et les divisions de janvier n'ont pas ressurgi à l'occasion de la minute de silence. Mais le pouvoir choisit le discours guerrier à l'extérieur et sécuritaire à l'intérieur. Ces discours sont idéologiques et politiques avec des objectifs de court terme. [Comme l'a relevé *Le Monde*](#), François Hollande, s'adressant au Congrès, a déployé une rhétorique qui ressemble étrangement au discours de Bush après le 11 septembre. Même formellement. C'était "du Bush à la française".

« *Paradoxalement, ce sont les militaires qui le disent : la solution ne peut être que politique* »

Quels sont les objectifs du pouvoir français ?

Plonger les gens dans un climat de peur et de mobilisation nationale. Et je suis effaré de la facilité avec laquelle les politiques et les médias l'ont appuyé. Le discours sur la guerre souligne un grand décalage entre politiques et militaires. Je n'ai pas vu ni lu un seul gradé expliquant qu'on peut vaincre Daesh avec des frappes aériennes. On le sait d'ailleurs depuis 1991 et la première guerre du Golfe : la guerre à zéro mort grâce aux frappes aériennes, ça ne marche pas. Mais aucune grande puissance ne veut envoyer des troupes se battre au sol – sauf s'il s'agit de "troupes autochtones". Bref, paradoxalement, ce sont les militaires qui le disent : la solution ne peut être que politique.

Comment comprendre cet écart entre le discours assez unanime des experts et celui des politiques ? Contradiction aussi entre la guerre déclarée à Daesh et les relations soutenues avec l'Arabie Saoudite et le Qatar...

Cet écart est difficile à comprendre car, en effet, nous sommes dans une situation absurde. Tout le monde sait parfaitement que la situation actuelle est le produit de guerres antérieures. Daesh compte un grand nombre de cadres du parti Baas de Saddam Hussein et d'officiers de son armée. Quand les chiïtes ont été installés au pouvoir en Irak par les Américains, les sunnites ont tout perdu. Daesh est alors devenu une sorte de "syndicat sunnite". Les cadres du parti Baas sont des laïcs et n'ont aucune raison religieuse de soutenir Daesh. Ils le font pour des raisons politiques. Il n'y a pourtant pas d'autre choix que d'installer des États démocratiques dans la région. Si à Bagdad comme à Damas s'installait un gouvernement

représentatif où les sunnites retrouvaient leur place et leurs intérêts... je ne donnerais pas cher de Daesh. Mais ce n'est pas l'option de François Hollande.

Quels objectifs devrait-on poursuivre ?

Indépendamment de l'utilité de contenir militairement Daesh, le but principal devrait donc être de travailler à faire émerger des solutions politiques. Ce devrait être celui de la coalition, qui devrait être une coalition politique. Tous les grands pays, des États-Unis à la Russie en passant par l'Iran et l'Arabie saoudite, ont des moyens de pression : qu'ils s'en servent. L'accord sur le nucléaire iranien du 14 juillet dernier prouve qu'on le peut. Il faut une grande conférence internationale sur le Moyen-Orient. Outre l'alignement sur les États-Unis, la dérive française s'explique sans doute aussi par la cohérence du marchand d'armes. Nous sommes passés en cinq ans de cinq milliards d'armes vendues à quinze milliards. La France est désormais le quatrième exportateur mondial. Quitte à ce que des armes vendues par la France à l'Arabie saoudite et aux Émirats du Golfe se retrouvent dans les mains de Daesh.

« Non seulement le monde arabe est la seule région du globe à n'avoir pas progressé depuis trente ans, mais elle a reculé »

Les tensions entre sunnites et chiites apparaissent aujourd'hui comme un puissant carburant de guerre...

Ce n'est pas d'aujourd'hui. Il faut remonter à la révolution iranienne de 1979 et se souvenir aussi qu'elle s'est suivie d'un conflit avec l'Irak, soutenu par l'Occident, qui a fait plus d'un million de morts. La guerre civile au Liban a tué 200.000 personnes. Ce scénario de guerre délétère se retrouve au Yémen où, cette fois, c'est la minorité chiite qui est marginalisée depuis la réunification du Yémen. L'Arabie saoudite a mis le feu et la France n'a rien dit. Mais il est vrai que cette lutte interne à l'islam est devenue très dangereuse. Et c'est pourquoi l'accord intervenu cet été sur le nucléaire iranien est très important. Barack Obama tente de faire avaler la pilule aux Saoudiens : l'Iran fait son retour dans la communauté internationale. C'est un événement considérable qui peut permettre de faire baisser la tension entre ces deux grands pays musulmans. Je note là encore que la France a joué un très mauvais rôle, en freinant des quatre fers des mois durant...

Les causes locales de la guerre, cependant, ne résident pas seulement dans les conflits inter-religieux...

À côté de ces facteurs géopolitiques et religieux, j'insisterai aussi sur l'état économique et social global du monde arabe. Dans le cadre du PNUD – le Programme des Nations unies pour le développement –, les rapports sur le développement arabe le révèlent : non seulement le monde arabe est la seule région du globe à n'avoir pas progressé depuis trente ans, mais elle a reculé. Le monde arabe est aujourd'hui moins industrialisé qu'en 1970 ! Alors que les pays arabes produisent un tiers du pétrole et détiennent deux tiers des réserves mondiales, 15 % de ses habitants vivent avec moins de deux dollars par jour. 40 % sont analphabètes ou illettrés. Ce décalage avec le reste du monde s'explique à la fois par les conséquences de la colonisation, par l'état de guerre permanent du fait du conflit israélo-palestinien et par l'échec du "socialisme arabe" comme de l'"infatih", la libéralisation économique. Mais attention, la moitié des Arabes a moins de vingt-cinq ans. Et ces jeunes n'entendent pas être sacrifiés. Pour eux, c'est maintenant que tout se joue. Il y a vingt ans, la jeunesse était déjà mécontente. Mais

il n'y avait pas d'ailleurs. Aujourd'hui, sur les smartphones et les ordinateurs, ils voient le reste du monde...